

DEPARTEMENT DU RHONE
SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE
 COMMUNE DE
MILLERY

N° INSEE
69133

DDT 69

Service Planification Aménagement Risques
Unité Procédures Administratives Planification

☎ 04.78.62.50.50

165 Rue Garibaldi – CS 33862 - 69401 LYON cedex 03

	Symboles	Codes	Intitulé	Symboles	Codes	Intitulé
L		A2	<i>Pose de canalisations souterraines d'irrigation</i>		I1	Transports d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés constructions et exploitations de pipes lines
		A4	<i>Terrains riverains des cours d'eau non domaniaux</i>		I2	Ouvrages utilisant l'énergie des lacs et des cours d'eau
E		A5	<i>Canalisations publiques d'eau et d'assainissement</i>		I3	Transport de gaz
		A9	Zones agricoles protégées		I4	Transport d'électricité
G		AC1	<i>Protection des monuments historiques</i> 1: Classés 2: Inscrits		I5	<i>Transport de produits chimiques</i>
		AC2	Protection des sites et monuments naturels 1: classés 2: inscrits		I6	Mines et carrières
E		AC3	Réserves naturelles		Int1	Voisinage des cimetières
		AC4	Protection du patrimoine architectural urbain et paysager		JS1	Protection des installations sportives
N		AR3	Magasins à poudre de l'Armée et de la Marine	PPRN	PM1	<i>Risques naturels (voir plan de prévention spécifique et règlement)</i>
		AR5	Fortifications, ouvrages militaires	PM2	PM2	Installations classées (voir plan spécifique et règlement).
D				PPRT	PM3	Risques technologiques (voir plan spécifique et règlement)
				PT1		protection contre les perturbations électromagnétiques
E		AS1	<i>Périmètre de protection des eaux potables et minérales</i>		PT2	Transmissions radioélectriques protection contre les obstacles
		EL3	Halage et marchepied		PT3	Communications téléphoniques et télégraphiques
E		EL5	Visibilité sur les voies publiques		T1	<i>Chemins de fer</i>
		EL6	Terrains nécessaires aux RN et autoroutes		T4	Aéronautiques de balisage
		EL7	Alignements (se reporter aux plans d'alignements à grande échelle)		T5	Aéronautiques de dégagement
		EL10	Parcs nationaux		T8	Transmissions radioélectriques : protection des installations de navigation et d'atterrissage
		EL11	Voies express et déviations d'agglomérations			

Echelle : 1/ 5000e

Etabli : JANVIER 2014

Modifié : AVRIL 2015

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Commune de :	MILLERY
Saisie le :	14/05/1993
Servitude :	A2 Dispositifs d'irrigation - Servitudes pour la pose de canalisations souterraines d'irrigation.
Référence (s) :	Servitudes attachées à l'établissement des canalisations souterraines d'irrigation instituées en application des articles 128-7 et 128-9 du code rural.
Service(s) responsable(s) :	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES du RHONE Service Eau et Nature 165 Rue Garibaldi CS 33862 69401 LYON CEDEX 03 Tél : 04.78.63.11.36
Acte(s) institutif(s) :	D.U.P. du 14/01/1969 et A.P. de SUP du 15/06/1970.
Caractéristique(s) :	Aménagement hydraulique des plateaux de MORNANT et MILLERY - Ouvrages communs et conduites souterraines pour l'irrigation pour le Syndicat Mixte d'Hydraulique Agricole du Rhone. Servitudes d'établissement de conduites souterraines sur les parcelles suivantes : - Commune de Charly : parcelles 562, 563, 387 section C. - Commune de Millery : parcelles 403 et 541, section A. - Commune de Vourles : (parcelles 555 à 557 et 741, 743 section D - ancien numéro) (nouveau numéro : BA 6 à BA 8 et AX 25 et AX 23).

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Commune de :	MILLERY
Saisie le :	07/05/1997
Servitude :	A4 Conservation des eaux - Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans l'emprise du lit de ces cours d'eau.
Référence(s) :	Code de l'environnement : art L211-7 Code rural : art L151-37-1 ; art R152-29 à R152-35
Service(s) responsable(s) :	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES du RHONE Service Eau et Nature 165 Rue Garibaldi CS 33862 69401 LYON CEDEX 03 Tél : 04.78.63.11.36
Acte(s) institutif(s) :	AP n° 247 du 08/07/1966.
Caractéristique(s) :	Le MERDENSON de la limite d'Orliénas au Garon (sur environ 1 800 m).

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Commune de :	MILLERY
Saisie le :	07/05/1997
Servitude :	A5 Canalisations d'eau et d'assainissement - Servitudes pour la pose des canalisations publiques d'eau potable et d'assainissement.
Référence (s) :	Zones où ont été instituées, en application de la loi n° 62-904 du 04/08/1962 et du décret n° 64-158 du 15/02/1964, les servitudes attachées aux canalisations publiques d'eau et d'assainissement (code rural : Art L.152-1 et L.152-2 et art. R.152-1 à R152-15).
Service(s) responsable(s) :	MAIRIE Services Techniques Tél :
Acte(s) institutif(s) :	AP du 03/02/1984.
Caractéristique(s) :	Canalisation publique d'eau potable, au profit du Syndicat Mixte d'Eau potable RHONE SUD, sur les parcelles cadastrées E, lieu dit "la Sablière".

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Commune de :	MILLERY
Saisie le :	08/09/1985
Servitude :	AC1 Servitudes de protection des monuments historiques : classés ou inscrits.
Référence (s) :	Périmètre de protection des monuments historiques inscrits ou classés, périmètre de protection modifié et périmètre de protection adapté : code du patrimoine - art L.621-1 à L.624-7. (Loi du 31/12/1913 modifiée). Code de l'environnement : art L410-1, L421-1, L421-6 et L421-7 ; R421-19.
Service(s) responsable(s) :	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE DU RHONE Le Grenier d'Abondance 6 Quai Saint Vincent 69283 LYON CEDEX 03 Tél : 04.72.26.59.70
Acte(s) institutif(s) :	Inv. Sup. M.H. du 06/06/1939. PPM approuvé par délibération du Conseil Municipal le 02/04/2015.
Caractéristique(s) :	Eglise de MILLERY.

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Commune de :	MILLERY
Saisie le :	08/09/1985
Servitude :	AC1 Servitudes de protection des monuments historiques : classés ou inscrits.
Référence (s) :	Périmètre de protection des monuments historiques inscrits ou classés, périmètre de protection modifié et périmètre de protection adapté : code du patrimoine - art L.621-1 à L.624-7. (Loi du 31/12/1913 modifiée). Code de l'environnement : art L410-1, L421-1, L421-6 et L421-7 ; R421-19.
Service(s) responsable(s) :	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE DU RHONE Le Grenier d'Abondance 6 Quai Saint Vincent 69283 LYON CEDEX 03 Tél : 04.72.26.59.70
Acte(s) institutif(s) :	Inv. Sup. M.H. du 07/06/1926. PPM approuvé par délibération du Conseil Municipal le 02/04/2015.
Caractéristique(s) :	Saint-Sépulcre situé à l'entrée du village de MILLERY.

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Commune de :	MILLERY
Saisie le :	08/09/1985
Servitude :	AC1 Servitudes de protection des monuments historiques : classés ou inscrits.
Référence (s) :	Périmètre de protection des monuments historiques inscrits ou classés, périmètre de protection modifié et périmètre de protection adapté : code du patrimoine - art L.621-1 à L.624-7. (Loi du 31/12/1913 modifiée). Code de l'environnement : art L410-1, L421-1, L421-6 et L421-7 ; R421-19.
Service(s) responsable(s) :	SERVICE TERRITORIAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE DU RHONE Le Grenier d'Abondance 6 Quai Saint Vincent 69283 LYON CEDEX 03 Tél : 04.72.26.59.70
Acte(s) institutif(s) :	Inv. Sup. M.H. du 07/06/1926. PPM approuvé par délibération du Conseil Municipal le 02/04/2015.
Caractéristique(s) :	Chateau de Gallée à MILLERY.

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Commune de :	MILLERY
Saisie le :	07/05/1997
Servitude :	AS1 Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales.
Référence(s) :	Servitudes attachées à la protection des eaux destinées à la consommation humaine instituées par : le Code de la Santé Publique : art L1321-2, L1321-2-1 ; R1321-6 et le code de l'environnement : art L215-13. Protection des eaux minérales : Code de la Santé Publique : art L1322-3 à L1322-13 ; R1322-17.
Service(s) responsable(s) :	Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes Service Environnement et Santé 241 Rue Garibaldi CS 93383 69418 LYON CEDEX 03 Tél : 04.72.34.74.52
Acte(s) institutif(s) :	A.P. de D.U.P. n° 99-963 du 15/04/1999 (instaurant et modifiant les périmètres des captages de Brignais et Vourles institués par les AP de DUP du 05/09/56 et du 18/09/67).
Caractéristique(s) :	Périmètres de protection des captages de BRIGNAIS et VOURLES, exploités par le Syndicat Intercommunal des Eaux du Sud-Ouest Lyonnais (SIDESOL). Puits sur la commune de BRIGNAIS : - puits n° 5, parcelle 80 section BL, lieudit "Les Ronzières" Puits sur la commune de VOURLES : - puits n° 2 et 2 bis, parcelle 12, section BA, au lieudit "Grand Félin" - puits n°3, parcelle 42 section AY, lieudit "Petit Félin" - puits n°4, forages 0 et 4, parcelles 39 et 42 section AX, lieudit "Petit Félin" - puits Ex CUMA de Vourles, parcelle 72 section AX, lieudit "Petit Félin" - puits Ex CUMA de Charly, parcelle 18 section AY, lieudit "Petit Félin". Les périmètres de protection immédiate, de protection rapprochée et de protection éloignée s'étendent sur les communes de Brignais, Millery, Montagny, Orliénas, Taluyers et Vourles.

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Commune de :	MILLERY
Saisie le :	07/05/1997
Servitude :	AS1 Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales.
Référence(s) :	Servitudes attachées à la protection des eaux destinées à la consommation humaine instituées par : le Code de la Santé Publique : art L1321-2, L1321-2-1 ; R1321-6 et le code de l'environnement : art L215-13. Protection des eaux minérales : Code de la Santé Publique : art L1322-3 à L1322-13 ; R1322-17.
Service(s) responsable(s) :	Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes Service Environnement et Santé 241 Rue Garibaldi CS 93383 69418 LYON CEDEX 03 Tél : 04.72.34.74.52
Acte(s) institutif(s) :	A.P. de D.U.P. n° 99-3726 du 27/10/1999 (annule et remplace l' A.P. de D.U.P. n° 381-77 du 06/06/1977).
Caractéristique(s) :	Périmètres de protection des captages de MONTAGNY et MILLERY, exploités par le Syndicat Intercommunal des Eaux de la Région de Millery-Mornant. Puits sur la commune de MILLERY : - 1 forages F1 sur la parcelle 254, section E, au lieudit "Champ Goulon" - 1 forages F2 sur la parcelle 4, section D, au lieudit "Garon" Puits sur la commune de MONTAGNY : - 1 forage F1 et 2 puits P1 et P2 sur la parcelle 6, section IA, au lieudit "Garon" - 1 forage F2 sur la parcelle 3, section IA, au lieudit "Garon". Les périmètres de protection immédiate, de protection rapprochée (zone A et Zone B), et de protection éloignée sont tous situés sur les communes de Montagny et Millery. Ces périmètres se superposent à ceux des captages de Millery du SIDESOL. Consulter les documents correspondants.

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Commune de :	MILLERY
Saisie le :	07/05/1997
Servitude :	I5 Servitudes relatives aux canalisations de transport de produits chimiques.
Référence(s) :	Zones auxquelles s'appliquent les servitudes attachées à la construction et à l'exploitation de canalisations de transports de produits chimiques, instituées en application de la loi n° 65-498 du 29 juin 1965 (articles 2 et 3) et du décret n°65-881 du 18 octobre 1965 (article 17).
Service(s) responsable(s) :	<p>DREAL Rhône-Alpes Unité Territoriale du Rhône Cellule Risques 63 avenue Roger Salengro 69100 VILLEURBANNE Tél : 04.72.44.12.50</p> <p>TRANSUGIL PROPYLENE chez NOVAPEX Quartier Mongalix 3920 Route de la Vallée</p> <p>26530 LE GRAND SERRE Tél : 04.75.68.84.30</p>
Acte(s) institutif(s) :	Décret du 26/02/1971 et A.P. du 23/06/1971.
Caractéristique(s) :	<p>Pipeline à propylène liquéfié (TUP) - FEYZIN - LE GRAND SERRE - PONT DE CLAIX (TRANSUGIL).</p> <p>Bande de servitude forte non aedificandi et non plantandi de 5 m.</p> <p>Bande de terrain de 10 m de large non plantandi dans les zones forestières.</p> <p>Bande de terrain de 10 m de large pour la servitude de passage.</p>

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Commune de : **MILLERY**

Saisie le 12/09/2007

Servitude :	PM1 Servitudes résultant des plans de prévention des risques naturels prévisibles et des plans de prévention des risques miniers.
Référence (s) :	Plans de prévention des risques naturels prévisibles établis en application du code de l'Environnement : art L562-1 à L562-9 ; R562-1 à R562-10, R562-12. Plans de prévention des risques miniers établis en application du code minier (nouveau) Art L174-5.
Service(s) responsable(s) :	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DU RHONE Service Planification Aménagement Risques Unité Prévention des Risques 165 Rue Garibaldi CS 33862 69401 LYON CEDEX 03 Tél : 04.78.62.50.50
Acte(s) institutif(s) :	AP n°DDT_PAR_2015_06_05_01 du 11/06/2015 (RAA du 19/06/2015).
Caractéristique(s) :	Plan de Prévention des Risques Naturels inondation (PPRNI) du GARON (révision et élargissement à l'ensemble du bassin versant). Ce plan de prévention comprend les éléments suivants : Arrêté Préfectoral d'approbation - une note de présentation - un règlement et une carte annexe - cartes d'enjeux - cartes des aléas - cartes de zonages et carte zone blanche - annexes pour information. Ce plan de prévention délimite des zones rouge, violette, bleue, verte et blanche. Pour connaître les prescriptions spécifiques à chaque secteur, se reporter au document officiel, principalement le règlement et les cartes de zonages.

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Commune de :	MILLERY
Saisie le :	27/11/1997
Servitude :	T1 Servitudes relatives aux chemins de fer.
Référence (s) :	Zones auxquelles s'appliquent les servitudes instituées initialement par la loi du 15/07/1845 sur la police des chemins de fer (loi supprimée par l'ordonnance du 28/10/2010) traduite dans le Code des Transports - deuxième partie : transport ferroviaire ou guidé (art L 2000-1 à L2351-1). Code de la voirie routière : art L114-6 (application des article L114-1 à L114-5). Notice SNCF explicative de la servitude T1.
Service(s) responsable(s) :	S.N.C.F. Délégation Territoriale de l'Immobilier Sud-Est Pôle Valorisation & Transactions Immobilières Immeuble le Danica 19 Avenue Georges Pompidou 69486 LYON Cedex 03 Tél : 06.13.17.70.76
Acte(s) institutif(s) :	Lois et décrets des 7 avril et 2 mai 1855, 18 juin 1857, 11 juin 1859, 11 juin 1862 et 11 juin 1863 ; Loi du 18 juillet 1868 ; Décret du 28 avril 1869 ; Lois des 3 juillet 1875 et 20 novembre 1883.
Caractéristique(s) :	Ligne SNCF (750 000) de MORET à LYON.

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Commune de :	MILLERY
Saisie le :	07/05/1997
Servitude :	T1 Servitudes relatives aux chemins de fer.
Référence (s) :	Zones auxquelles s'appliquent les servitudes instituées initialement par la loi du 15/07/1845 sur la police des chemins de fer (loi supprimée par l'ordonnance du 28/10/2010) traduite dans le Code des Transports - deuxième partie : transport ferroviaire ou guidé (art L 2000-1 à L2351-1). Code de la voirie routière : art L114-6 (application des article L114-1 à L114-5). Notice SNCF explicative de la servitude T1.
Service(s) responsable(s) :	S.N.C.F. Délégation Territoriale de l'Immobilier Sud-Est Pôle Valorisation & Transactions Immobilières Immeuble le Danica 19 Avenue Georges Pompidou 69486 LYON Cedex 03 Tél : 06.13.17.70.76
Acte(s) institutif(s) :	Lois et décrets du 19 juin 1857 ; Lois des 25 juillet 1882 et 20 novembre 1883.
Caractéristique(s) :	Ligne SNCF (775 000) de PARAY-LE-MONIAL à GIVORS-CANAL.



NOTICE EXPLICATIVE SERVITUDE T1

de la loi du 15 juillet 1845
sur la police des chemins de fer

Le présent document a pour objet, d'une part, de définir les principales servitudes s'imposant aux propriétaires riverains du Chemin de Fer qui se proposent d'édifier des constructions à usage d'habitation, industriel ou commercial et, d'autre part, d'attirer l'attention des constructeurs sur la question des prospects susceptibles d'affecter le domaine ferroviaire.

Ouvrages créant la servitude :

- ligne n°750000 allant de Moret-Veneux-les-Sablons à Lyon-Perrache
- ligne n°775000 allant de Paray-le-Monial à Givors-Canal

Service Gestionnaire de la servitude :

**SNCF – Délégation Territoriale de l'Immobilier Sud-Est
Immeuble Le Danica
19 avenue Georges Pompidou
69486 Lyon cedex 03
Tel : 04.27.44.55.62**

1 / SERVITUDES GREVANT LES PROPRIETES RIVERAINES DU CHEMIN DE FER

L'article 3 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer rend applicable aux propriétés riveraines de la voie ferrée les servitudes prévues par les lois et règlements de la grande voirie et qui concerne notamment :

- l'alignement,
- l'écoulement des eaux,
- la distance à observer pour les plantations et l'élagage des arbres plantés.

D'autre part, les articles 5 et 6 de ladite loi instituent des servitudes spéciales en ce qui concerne les distances à respecter pour les constructions et les excavations le long de la voie ferrée.

De plus, en application du décret -loi du 30 novembre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942, des servitudes peuvent grever les propriétés riveraines du chemin de fer en vue d'améliorer la visibilité aux abords des passages à niveau.

Les distances fixées par la loi du 15 juillet 1845 sont calculées à partir de la limite légale du chemin de fer, laquelle est indépendante de la limite réelle du domaine concédé à la SNCF.

Selon l'article 5 de cette loi, la limite légale du chemin de fer est déterminée de la manière suivante :

a) Voie en plate-forme sans fossé :

Une ligne idéale tracée à 1,50 mètre du bord du rail extérieur (figure 1).

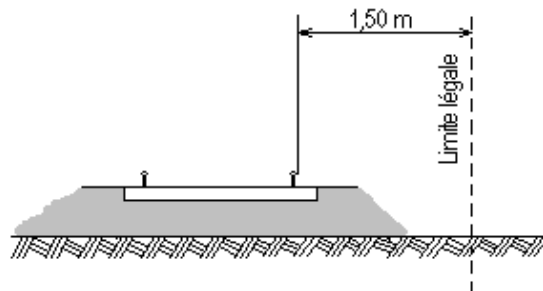


Figure 1

b) voie en plate-forme avec fossé :

Le bord extérieur du fossé (figure 2)

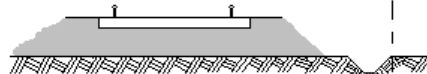


Figure 2

c) voie en remblai :

L'arête inférieure du talus de remblai (figure 3)

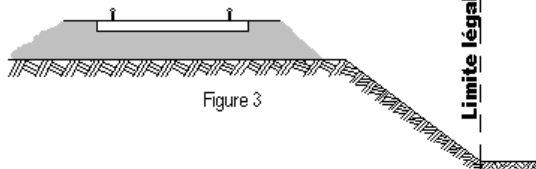


Figure 3

ou

le bord extérieur du fossé si cette voie en comporte un (figure 4)

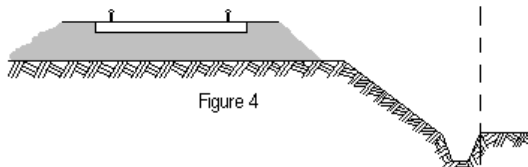


Figure 4

d) voie en déblai :

L'arête supérieure du talus de déblai (figure 5)

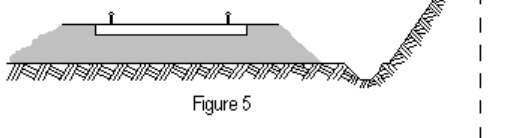


Figure 5

Dans le cas d'une voie posée à flan de coteau, la limite légale à considérer est constituée par le point extrême des déblais ou remblais effectués pour la construction de la ligne et non la limite du terrain naturel (figures 6 et 7).

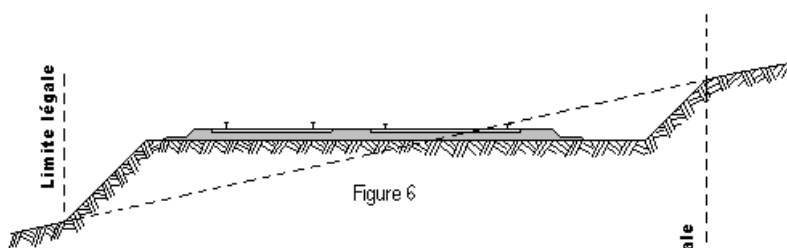


Figure 6

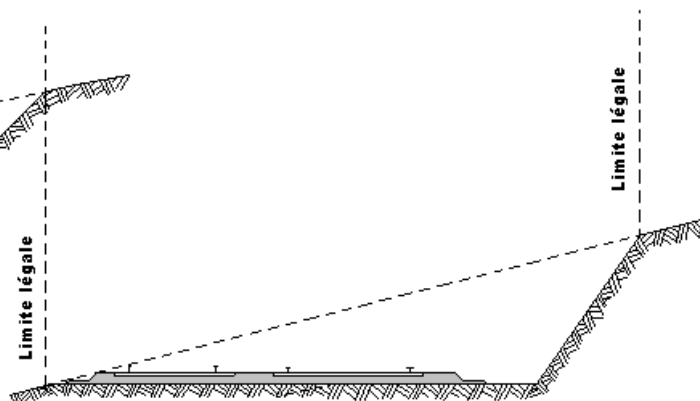
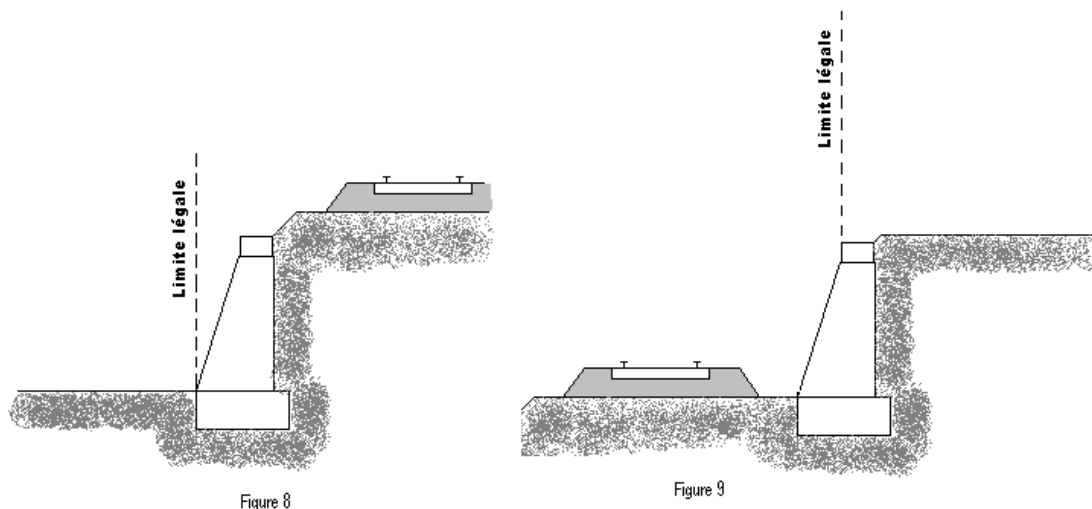


Figure 7

Lorsque le talus est remplacé par un mur de soutènement, la limite légale est, en cas de remblai, le pied, et, en cas de déblai, la crête de ce mur (figures 8 et 9).



Lorsque le chemin de fer est établi en remblai et que le talus a été rechargé ou modifié par suite d'apport de terre ou d'épuration de ballast, la limite légale pourra être déterminée à partir du pied du talus primitif, à moins toutefois que cet élargissement de plate-forme ne soit destiné à l'établissement prochain de nouvelles voies.

En bordure des lignes à voie unique dont la plate-forme a été acquise pour 2 voies, la limite légale est déterminée en supposant la deuxième voie construite avec ses talus et fossés.

Il est, par ailleurs, fait observer que les servitudes prévues par la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer n'ouvrent pas droit à indemnité.

Enfin, il est rappelé qu'indépendamment des servitudes énumérées ci-dessus – dont les conditions d'application vont être maintenant précisées – les propriétaires riverains du chemin de fer doivent se conformer, le cas échéant, aux dispositions de la loi de 1845, concernant les dépôts temporaires et l'exploitation des mines et carrières à proximité des voies ferrées.

1 - ALIGNEMENT

L'alignement est la procédure par laquelle l'administration détermine les limites du domaine public ferroviaire.

Tout propriétaire riverain du chemin de fer qui désire élever une construction ou établir une clôture, doit demander l'alignement. Cette obligation s'impose non seulement aux riverains de la voie ferrée proprement dite, mais encore à ceux des autres dépendances du domaine public ferroviaire telles que gares, cours de gares, avenues d'accès, etc.

L'alignement est délivré par arrêté préfectoral. Cet arrêté indique aussi les limites de la zone de servitudes à l'intérieur de laquelle il est interdit, en application de la loi du 15 juillet 1845, d'élever des constructions, d'établir des plantations ou d'effectuer des excavations.

L'alignement ne donne pas droit aux riverains du chemin de fer les droits qu'il confère le long des voies publiques, dits « aisances de voirie ». Ainsi, aucun accès ne peut être pris sur la voie ferrée.

2 - ÉCOULEMENT DES EAUX

Les riverains du chemin de fer doivent recevoir les eaux naturelles telles qu'eaux pluviales, de source ou d'infiltration provenant normalement de la voie ferrée ; ils ne doivent rien entreprendre qui serait de nature à gêner leur libre écoulement ou à provoquer leur refoulement dans les emprises ferroviaires.

D'autres part, si les riverains peuvent laisser écouler sur le domaine ferroviaire les eaux naturelles de leurs fonds, dès l'instant qu'ils n'en modifient ni le cours ni le volume, par contre il leur est interdit de déverser leurs eaux usées dans les dépendances du chemin de fer.

3 - PLANTATIONS

- a) arbres à hautes tiges : aucune plantation d'arbres à haute tige ne peut être faite à moins de six mètres de la limite légale du chemin de fer. Toutefois, cette distance peut être ramenée à deux mètres de la limite réelle par autorisation préfectorale (figure 10).

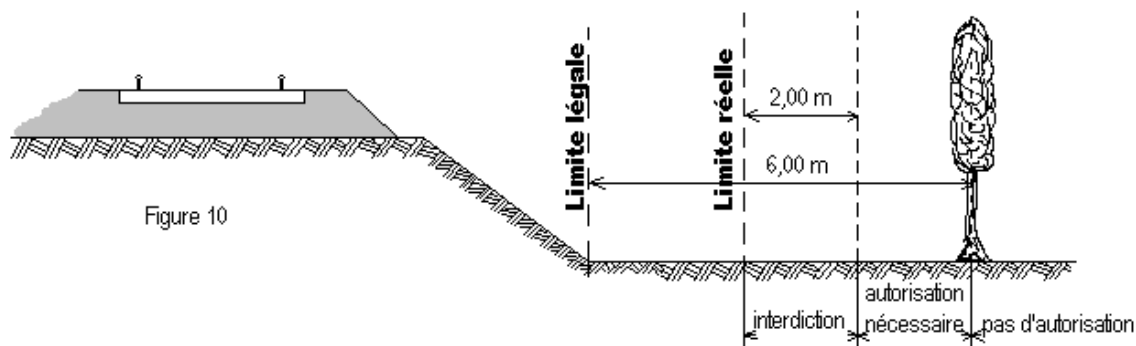


Figure 10

- b) haies vives : Elles ne peuvent être plantées à l'extrême limite des propriétés riveraines : une distance de deux mètres de la limite légale doit être observée, sauf dérogation accordée par le Préfet qui peut réduire cette distance jusqu'à 0,50 m de la limite réelle (figure 11).

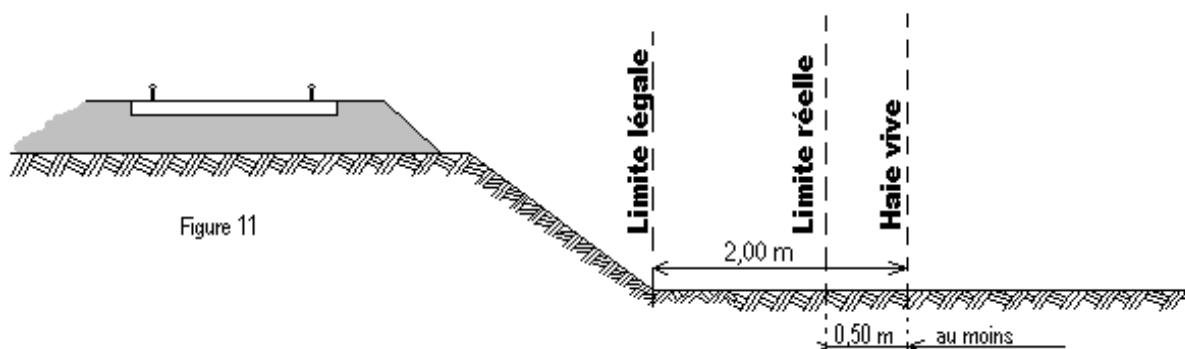


Figure 11

4 - CONSTRUCTIONS

Indépendamment des marges de reculement susceptibles d'être prévues dans les Plans Locaux d'Urbanisme (P.L.U.) ou dans les cartes communales pour les communes dépourvues de P.L.U., aucune construction autre qu'un mur de clôture, ne peut être établie à moins de deux mètres de la limite légale du chemin de fer.

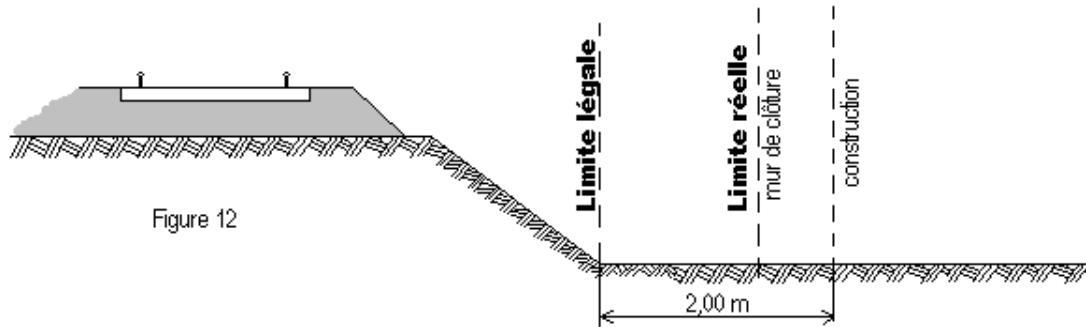


Figure 12

Il résulte des dispositions précédentes que si les clôtures sont autorisées à la limite réelle du chemin de fer, les constructions doivent être établies en retrait de cette limite dans le cas où celle-ci serait située à moins de deux mètres de la limite légale.

Cette servitude de reculement ne s'impose qu'aux propriétés riveraines de la voie ferrée proprement dite, qu'il s'agisse d'une voie principale ou d'une voie de garage ou encore de terrains acquis pour la pose d'une nouvelle voie.

Par ailleurs, il est rappelé qu'il est interdit aux propriétaires riverains du chemin de fer d'édifier, sans l'autorisation de la SNCF, des constructions qui, en raison de leur implantation, entraîneraient, par application des dispositions d'urbanisme, la création de zones de prospect sur le domaine public ferroviaire (cf. 2^{ème} partie ci-après).

5 - EXCAVATIONS

Aucune excavation ne peut être édifiée en bordure de la voie ferrée lorsque celle-ci se trouve en remblai de plus de trois mètres au-dessus du terrain naturel, dans une zone de largeur égale à la hauteur du remblai, mesurée à partir du pied de talus (figure 13).

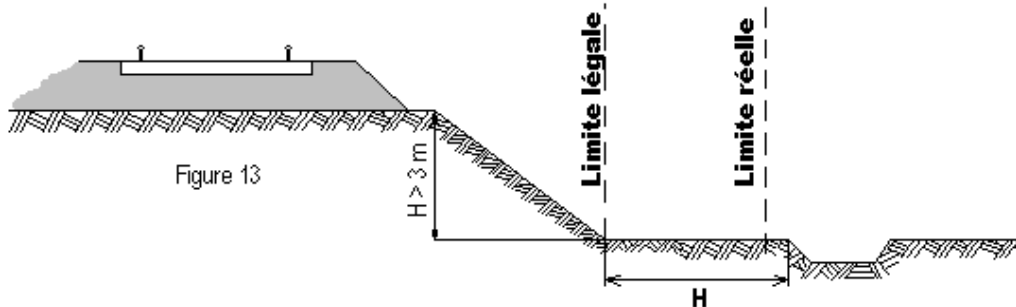


Figure 13

Est à considérer comme dangereux pour le chemin de fer, une excavation dont le fond de fouille entamerait un talus fictif dont la crête serait située à 1,50 m du rail le plus proche et ayant une inclinaison de 45° par rapport à la verticale, lorsque le terrain naturel a un coefficient de frottement⁽¹⁾ supérieur à 1 (figure 13bis) et une inclinaison de 60° par rapport à la verticale lorsque le terrain naturel, peu stable, a un coefficient de frottement inférieur à 1 (figure 13ter).

⁽¹⁾ coefficient de frottement

sable fin et sec	0,60
sable très fin	0,65
terre meuble très sèche	0,81
terre ordinaire bien sèche	1,07
terre ordinaire humectée	1,38
terre forte très compacte	1,43

0,60
0,65
0,81
1,07
1,38
1,43

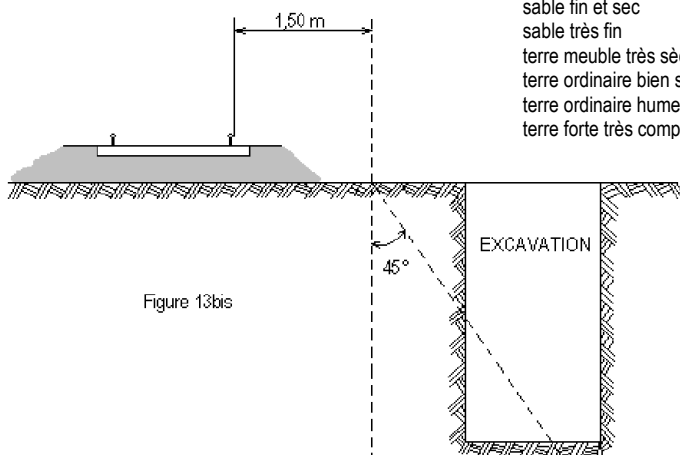


Figure 13bis

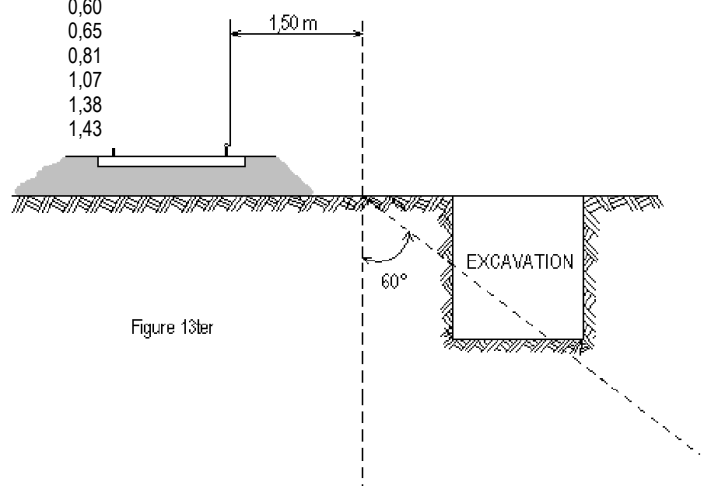


Figure 13ter

Sont considérés comme carrières les gîtes de matériaux de construction, de matériaux d'empierrement et de viabilité, de matériaux pour l'industrie céramique, de matériaux d'amendement pour la culture des terres et d'autres substances analogues, le tout exploité à ciel ouvert ou avec des galeries souterraines.

L'exploitation d'une carrière doit être déclarée au Maire qui transmet la déclaration au Préfet. Elle est soumise à la réglementation édictée par le décret 56.838 du 16 août 1956 portant code minier, et aux décrets pris en application de l'article 107 de ce code.

Lors de l'exploitation à ciel ouvert, les bords de fouilles ou excavations sont établies et tenues à une distance horizontale de 10 mètres au moins des bâtiments ou constructions quelconques, publics ou privés, des routes ou chemins, cours d'eau, canaux, fossés, rigoles, conduites d'eau, etc. L'exploitation de la masse est arrêtée, à compter des bords de la fouille, à une distance horizontale réglée à un mètre pour chaque mètre d'épaisseur des terres de recouvrement, s'il s'agit d'une masse solide (figure 14) ou à un mètre pour chaque mètre de profondeur totale de fouille, si cette masse, par sa cohésion, est analogue à ces terres de recouvrement (figure 15).

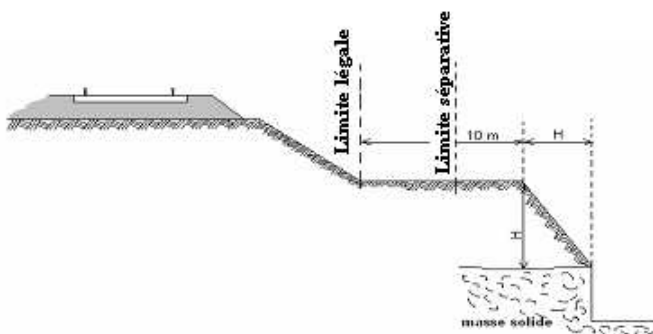


Figure 14

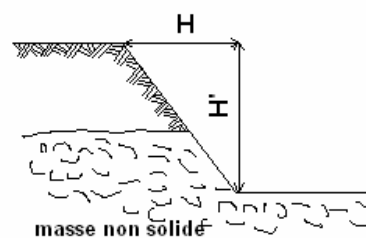


Figure 15

L'exploitation d'une carrière souterraine ne peut être poursuivie que jusqu'à une distance horizontale de 10 mètres des bâtiments et constructions quelconques, des routes et des chemins, etc. Cette distance est augmentée d'un mètre pour chaque mètre de hauteur de l'excavation (figure 16).

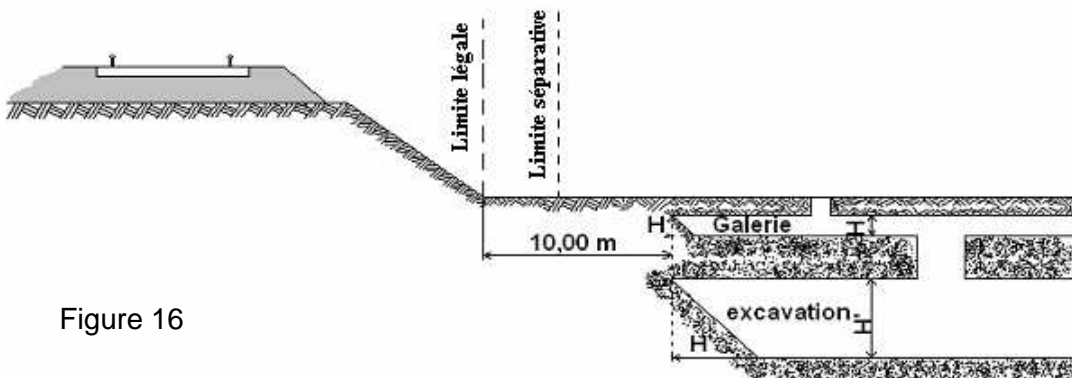


Figure 16

Si l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert ou d'une carrière souterraine à proximité du chemin de fer a pour effet de compromettre la solidité de la voie, la SNCF conserve la possibilité d'intervenir pour faire modifier les conditions de cette exploitation ou faire rapporter l'arrêté préfectoral qui l'a autorisée. Il appartient au chef de district d'alerter ses supérieurs et au Directeur d'Etablissement d'intervenir auprès du Préfet.

6 – DEPOTS

Dépôts de matières inflammables :

Les dépôts de matières inflammables ne peuvent être établis à moins de 20 mètres de la limite légale du chemin de fer (figure 17).

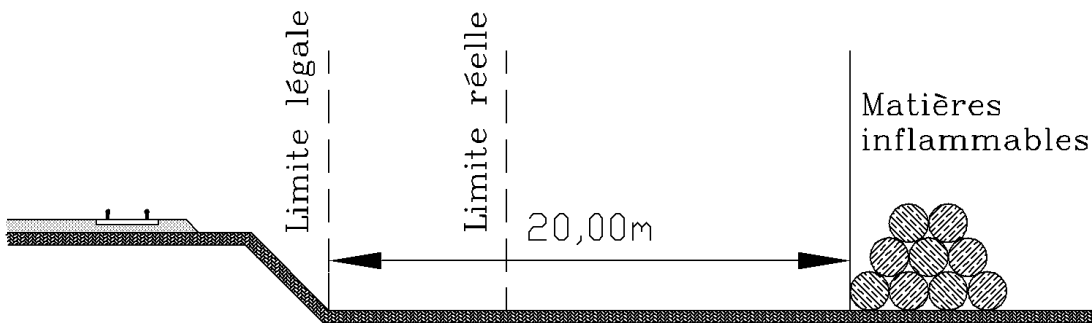


Figure 17

Cette interdiction ne s'applique pas aux dépôts provisoires de récoltes établis pendant le temps la moisson, et, par assimilation, aux dépôts de fumier et de gadoue pendant le laps de temps nécessaire à leur enfouissement.

Les principales matières inflammables sont :

- Les meules de céréales et de pailles diverses ;
- Les fumiers, les dépôts d'ordures et gadoues ;
- Les bois de mine, les bois de sciage, les planches de bois tendre, tels que pin, sapin, peuplier ;
- Les planches de bois dur d'une épaisseur inférieure à 26 mm, les déchets de bois, copeaux et sciures ;
- Les couvertures en chaume ;
- Les broussailles et herbes sèches coupées provenant spontanément du sol et amoncelées ou réunies, etc. ;
- Les hydrocarbures même enfermés dans des réservoirs hermétiquement clos,
- Les dépôts de vieux pneus à l'air libre.

Ne sont pas considérés comme matières inflammables :

- Les couvertures en carton bitumé et sablé ;
- Les bois en grumes, les planches de bois dur d'une épaisseur au moins égale à 26 mm, les poutrelles et chevrons à condition que les dépôts ne contiennent pas de déchets, de sciures, fagots ou autres menus bois.

D'une manière générale, le caractère inflammable des dépôts s'apprécie d'après la consistance physique et non d'après une référence à un règlement ministériel. Cette liste n'a pas pour objet d'être exhaustive.

Dépôts de matières non-inflammables :

Aucun dépôt de matières non-inflammables ne peut être constitué à moins de 5 mètres de la limite légale du chemin de fer (figure 18), sauf dérogation accordée par le Préfet, préalablement à l'installation du dépôt.

Ces prescriptions sont applicables même dans le cas où il existe un mur séparatif entre le chemin de fer et une propriété riveraine.

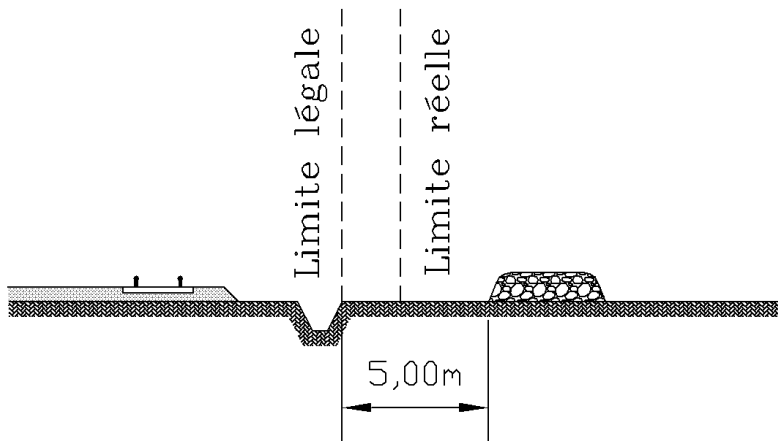


Figure 18

Les dépôts de matières non inflammables peuvent être constitués à la limite réelle du chemin de fer sans dérogation seulement dans le deux cas suivants :

- Si le chemin de fer est en remblai à la condition que la hauteur du dépôt n'excède pas la hauteur du remblai du chemin de fer (figure 19)
- S'il s'agit d'un dépôt temporaire d'engrais ou autres objets nécessaires à la culture des terres.

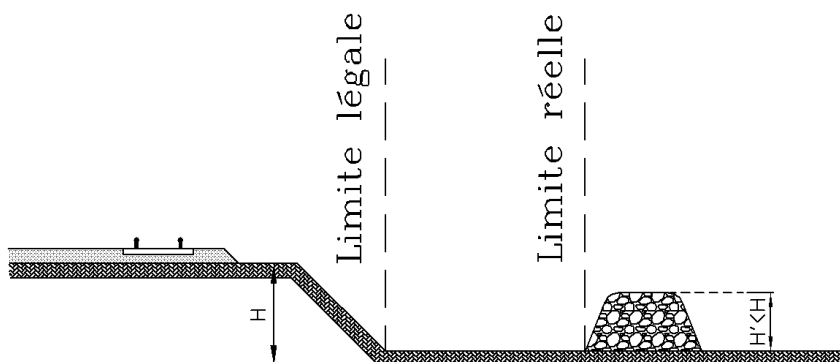


Figure 19

7 - SERVITUDES DE VISIBILITE AUX ABORDS DES PASSAGES A NIVEAU

Les propriétés riveraines ou voisines du croisement à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée sont susceptibles d'être frappées de servitudes de visibilité en application du décret-loi du 30 octobre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942.

Ces servitudes peuvent comporter, suivant les cas :

- l'obligation de supprimer les murs de clôture ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain et toute superstructure à un niveau déterminé,
- l'interdiction de bâtir, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations au-dessus d'un certain niveau,
- la possibilité, pour l'administration, d'opérer la résection des talus, remblais et tous obstacles naturels, de manière à réaliser des conditions de vues satisfaisantes

Un plan de dégagement soumis à enquête détermine, pour chaque parcelle, la nature des servitudes imposées, lesquelles ouvrent droit à indemnité.

A défaut de plan de dégagement, le DDT soumet à la SNCF, pour avis, les demandes de permis de construire intéressant une certaine zone au voisinage des passages à niveau non gardés.

Cette zone est teintée en gris sur le croquis ci-dessous (figure 20).

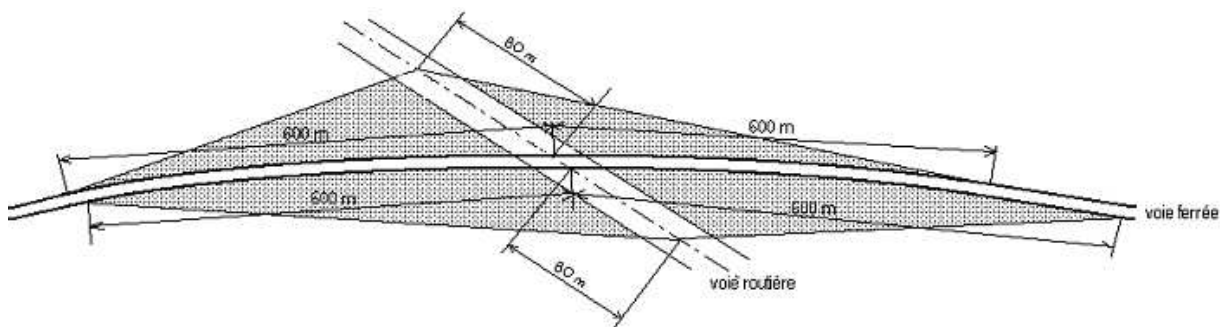


Figure 20

2 / PROSPECTS SUSCEPTIBLES D'AFPECTER LE DOMAINE FERROVIAIRE

L'attention des constructeurs est appelée sur le fait qu'au regard de l'application des règlements d'urbanisme, le domaine ferroviaire doit être assimilé, non pas à la voie routière, mais à une propriété privée, sous réserve, le cas échéant, des particularités tenant au régime de la domanialité publique.

Les constructeurs ne peuvent, par conséquent, constituer sur le domaine ferroviaire les prospects qu'ils sont en droit de prendre sur la voie routière. Ils sont tenus de se conformer aux dispositions relatives à l'implantation des bâtiments par rapport aux fonds voisins, telles qu'elles sont prévues par le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U), ou à défaut, par le règlement national d'urbanisme. En outre, compte tenu des nécessités du service public du chemin de fer, des prospects ne peuvent grever les emprises ferroviaires que dans la mesure où ils sont compatibles avec l'affectation donnée à ces emprises.

Dès lors, tout constructeur qui envisage d'édifier un bâtiment qui prendrait prospect sur le domaine ferroviaire, doit se rapprocher de la SNCF et, à cet effet, s'adresser au chef de la Direction Déléguée Infrastructure de la Région. La SNCF examine alors si les besoins du service public ne s'opposent pas à la création du prospect demandé. Dans l'affirmative, elle conclut, avec le propriétaire du prospect intéressé, une convention aux termes de laquelle elle accepte, moyennant le versement d'une indemnité, de constituer une servitude de non aedificandi sur la partie du domaine ferroviaire frappé du prospect en cause.

Si cette servitude affecte une zone classée par sa destination dans le domaine public ferroviaire, la convention précitée ne deviendra définitive qu'après l'intervention d'une décision ministérielle ayant pour objet de soustraire cette zone au régime de la domanialité publique.